

qu'à destination des pays du Pacte de Varsovie. Certains principes d'auto-limitation ont été élaborés depuis 1955 par les gouvernements français ; ainsi, le pays restreint les exportations vers les zones de guerre et vers les États où les armes risquent de servir à des fins de répression interne. Toutefois, ces principes n'ont pas force de loi et ne sont pas scrupuleusement respectés. Les gouvernements français publient très peu de renseignements sur l'importance et la destination des stocks d'armes vendus et tendent à décourager tout débat public sur la question.

Le Royaume-Uni

Les décisions concernant les ventes d'armes sont prises par un groupe de travail sur les armements, auquel siègent les représentants de nombreux ministères sous la présidence du *Foreign and Commonwealth Office*. Les cas « délicats » peuvent être renvoyés au *Defence and Overseas Policy Committee* du Cabinet. Il n'existe pas de politique bien établie, les décisions étant prises au cas par cas. Les ventes d'armes ont fait l'objet d'un débat public en Grande-Bretagne, et l'on s'intéresse de près, notamment dans le Parti travailliste, à la transformation des industries de défense en industries civiles. Au début des années 1980, plusieurs compagnies britanniques se sont efforcées de produire aussi des biens civils.

La situation actuelle

Il y a deux principales sources publiques de renseignements fournissant sur les transferts d'armes le genre d'informations qui figureraient dans un registre international. L'Institut international de recherches pour la paix de Stockholm (SIPRI) fait paraître chaque année des renseignements exhaustifs sur le commerce mondial des armes classiques, avec une liste détaillée des principaux systèmes d'armes commandés ou sur le point d'être livrés. La *US Arms Control and Disarmement Agency* publie également un rapport annuel sur les dépenses et les transferts militaires dans le monde.

En outre, tous les deux ans, Ruth Leger Sivard produit un compte rendu des dépenses militaires et sociales dans le monde. Et l'*International Institute for Strategic Studies* à Londres, dans sa publication annuelle intitulée *Military Balance*, fournit des chiffres estimatifs sur les dépenses mondiales, sans toutefois se livrer aux mêmes calculs pour les transferts d'armes en tant que tels.

À l'échelle du globe, la valeur des livraisons d'armes se seraient élevées en 1985 à 27 milliards de dollars US (dollars américains constants de 1983, ACDA 1986), ce qui représente une baisse considérable